

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	vii
Remerciements.....	ix

Introduction	1
---------------------------	----------

Accueil	3
----------------------	----------

Allocution d'ouverture	7
-------------------------------------	----------

Propos introductifs	9
----------------------------------	----------

I. Le contexte général.....	10
-----------------------------	----

1. La révolution technologique	10
--------------------------------------	----

2. La mondialisation.....	10
---------------------------	----

3. De la bipolarisation à la multipolarisation.....	11
---	----

4. L'impérialisme des marchés.	11
-------------------------------------	----

5. La financiarisation de l'économie mondiale.	12
---	----

6. La crise	12
-------------------	----

II. Le rôle du droit dans l'attractivité économique.	13
---	----

1. L'économie doit être attractive par elle-même	13
--	----

2. Le droit peut jouer un rôle majeur	14
---	----

3. Le droit adapté à la réalité	14
---------------------------------------	----

4. Quelques conditions juridiques de l'attractivité économique.....	15
---	----

5. Examiner de nouveaux domaines pour le droit OHADA.....	16
---	----

6. Rationnaliser les structures.	16
---------------------------------------	----

III. Conclusions	17
------------------------	----

Les attentes des investisseurs face aux risques juridiques et judiciaires dans l'espace de l'OHADA : témoignage et expérience de terrain	19
---	-----------

1. Les points d'insatisfaction et attentes sous-jacentes	20
--	----

1.1. Suretés et accès des PME aux financements	20
--	----

1.2. Limite des procédures de recouvrement et conséquences pour les PME .	21
---	----

1.3. Arbitrage : outil hors de portée pour les PME.....	23
---	----

1.4. Absence de l'action sans droit de vote et contrainte de financement des entreprises par fonds propres.....	23
---	----

1.5. La non maitrise du droit OHADA.....	24
--	----

1.6. Les mauvaises pratiques	24
------------------------------------	----

Lenteurs excessives	24
---------------------------	----

Corruption	25
Pression de toutes sortes.....	25
Refus d'appliquer le droit OHADA	25
Conflits avec d'autres textes	25
1.7. Une Cour de justice (CCJA) peu sollicitée et peu productive	26
 2. Traité CIMA vs. Traité OHADA	26
2.1. Des similitudes entre les deux Traités	26
2.2. Le Traité CIMA semble cependant plus abouti	27
 Conclusion	27

État du système juridique de l'OHADA29

Les 20 ans de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) : bilan et perspectives	31
Introduction	32
1 ^{ère} Partie. L'activité normative.....	36
Section 1. Le bilan en demi-teinte	37
§ 1. Les Actes uniformes	37
A. La procédure d'adoption des Actes uniformes et la place de ceux-ci dans l'ordonnancement juridique	37
B. L'adoption des Actes uniformes	39
C. La révision des Actes uniformes.....	41
§ 2. Les règlements	44
A. L'approche quantitative.....	44
B. L'approche qualitative.....	45
Section 2. Les recommandations : suggestions d'options	46
§ 1. Les Actes uniformes	46
A. Concernant l'adoption de nouveaux Actes uniformes	46
§ 2. Concernant la révision des Actes uniformes.....	51
A. Faut-il arrêter ou continuer le processus de révision entrepris il y a quelques années ?.....	51
B. En cas de continuation du processus de révision, quelle méthodologie adopter et suivre pour les révisions à venir ?	52
§ 2. Les règlements	53
2 ^{ème} Partie. L'activité judiciaire, consultative et arbitrale.....	54
Section 1. L'activité judiciaire : la spécificité de l'OHADA.....	54
§ 1. Le bilan de l'activité de la CCJA.....	54
A. L'approche analytique : un bilan appréciable.....	55

B. Approche critique : La nécessité d'une réflexion.....	58
§ 2. Les recommandations : du statu quo aux solutions de «déchirement»	59
A. La variété des solutions possibles	59
B. La solution préconisée	63
Section 2. L'activité consultative : une activité peu convaincante	64
§ 1. Un bilan relativement limité	64
A. Au plan quantitatif.....	65
B. Au plan qualitatif.....	65
§ 2. Les recommandations	66
Section 3. L'activité arbitrale : l'espoir déçu	66
§ 1. Un bilan maigre.....	67
A. L'approche quantitative.....	67
B. L'approche qualitative.....	67
§ 2. Les recommandations	69
Section 4. Les activités connexes.....	70
§ 1. La gestion du recueil de jurisprudence	70
A. Un bilan globalement satisfaisant.....	70
B. Les recommandations	71
§ 2. L'informatisation du fichier	71
A. Le point sur l'informatisation.....	72
B. Les recommandations	74
 3 ^{ème} Partie. L'activité de formation et les activités connexes.....	74
Section 1. Un bilan impressionnant.....	74
§ 1. L'activité principale : la formation	74
A. Le bilan quantitatif	74
B. Le bilan qualitatif	75
§ 2. Les activités connexes : La documentation et la recherche	76
Section 2. Les recommandations recentrage et rigueur.....	80
§ 1. Concernant la formation	80
§ 2. Concernant la documentation et la recherche	80
A. La documentation	80
B. La recherche	80
 Conclusion générale	81

L'état de la perception de la sécurité juridique dans l'espace OHADA

85

Réflexions à partir du droit des entreprises en difficulté	87
I. L'état de la perception de la sécurité juridique au regard du contenu du droit OHADA des entreprises en difficultés.....	88
A. L'institution d'un régime de prévention des difficultés: le règlement préventif.....	90
B. L'attrait des nouvelles procédures de traitement des difficultés des entreprises	91
II. L'état de la perception de la sécurité juridique au regard de la mise en œuvre du droit OHADA des entreprises en difficulté	92
A. L'effectivité du droit OHADA des entreprises en difficultés.....	92
B. L'efficacité du droit OHADA des entreprises en difficultés	93
III. Les solutions envisagées pour accroître l'efficacité du droit OHADA des entreprises en difficultés.....	97
Regard à partir du droit de l'arbitrage	99
1. Une arbitrabilité étendue et claire.....	101
2. Le respect des grands principes de l'arbitrage internationalement reconnus	103
3. Une exécution des sentences rationalisée	109
Les voies d'exécution.....	115
I. L'attrait de l'Acte Uniforme relatif aux voies d'exécution en matière de contentieux dans l'espace OHADA.....	116
II. Les lacunes de l'Acte Uniforme en matière de voies d'exécution dans l'espace OHADA	119
A. La question de l'immunité d'exécution accordée aux personnes morales de droit public (article 30)	120
B. Les défenses à exécution (article 32).....	121
C. Le rôle du juge de l'exécution (article 49)	122
D. La définition des biens et droits insaisissables (article 51)	122

L'état de la perception de la sécurité juridictionnelle dans l'espace OHADA.....	127
Regard à partir des modes (alternatifs) non juridictionnels de règlement des litiges.....	129
Regard à partir des juridictions nationales de fond	133
I. L'état de la perception de la sécurité juridictionnelle dans la zone OHADA du point de vie des justiciables	134
II. L'état de la perception de la sécurité juridictionnelle dans la zone OHADA du point de vue du juge.....	135
Actualité et perspectives de l'attractivité économique de l'espace OHADA.....	137
Ouverture	139
Les leviers juridiques et judiciaires de l'attractivité économique des territoires.....	143
L'informel et le règlement des litiges par application du droit OHADA... ..	145
I. L'indifférence du droit OHADA à l'égard du secteur informel	147
A. L'altérité des sources	147
B. L'altérité des solutions.....	148
II. La défiance de l'informel à l'égard du droit OHADA	149
A. La défiance normative	149
B. Une défiance institutionnelle.....	149
Conclusion	149
Quelques pistes de réflexion pour une meilleure application du droit OHADA	167
Pistes pour une meilleure application processuelle du droit OHADA	169
I. L'amélioration de l'accessibilité de la CCJA	170
A. Rapprocher la CCJA de ses justiciables	170
B. Dématerrialiser les actes de procédure	171
C. Améliorer la coopération entre la CCJA et les juridictions nationales de cassation.	171

II. La redynamisation de la CCJA dans la mise en œuvre efficiente de ses attributions.....	172
A. L'efficience de la CCJA relativement aux ressources humaines et matérielles	172
B. L'efficience de la CCJA quant à ses domaines de compétence	173
Réflexion pour une meilleure application substantielle du droit OHADA.....	175
I. La nécessité d'améliorer les procédures d'élaboration et de réception des normes de l'OHADA.....	178
A. L'élaboration des normes	179
1. Harmonisation des règles	179
2. Domaine du droit des affaires.....	180
B. La réception des normes	182
1. L'appropriation du droit OHADA dans les États parties	182
a. Mise en conformité des droits nationaux.....	182
b. Mise à niveau des utilisateurs des normes.....	184
2. La concurrence des normes (conflits de lois)	184
a. La concurrence entre normes nationales et communautaires	184
b. La concurrence entre normes communautaires	185
II. La nécessité d'améliorer la qualité des normes de l'OHADA	187
A. La promotion de la qualité des normes générales	187
1. Les contradictions internes du droit OHADA.....	187
a.L'entretenant	188
b. La qualité d'associé.....	188
c. La société de fait	190
d. Le destinataire de la requête en injonction de payer ou de restituer	191
e. L'absence de délai pour la phase de conciliation	191
f. L'immunité de saisie.....	192
2. Les lacunes du système OHADA	193
B. La qualité des normes spéciales	194
1. Problèmes posés par certaines règles dérogatoires	194
2. Problèmes posés par certaines règles transitoires	194
II. La nécessité d'améliorer l'activité judiciaire et arbitrale dans l'espace OHADA	195
A. La pratique judiciaire des États parties et le risque d'obstruction à l'édifice communautaire	196
1. Conflits négatifs et positifs de compétence	196
2. Exécution provisoire et défenses à exécuter	197
3. Tierce opposition, requête civile et prise à partie.....	198

B. La pratique judiciaire et arbitrale communautaire	199
1. Organisation et fonctionnement.....	199
2. Compétences « rotatives »	200
a. Matières mixtes.....	200
b.Matières pénales.....	202
3. Léthargie de la procédure consultative de la CCJA et de l'arbitrage	203
Conclusion	205
Conclusion du colloque OHADA à Paris du 23 juin 2013	207
1. Un bilan positif	207
a. Le socle : un Traité, un Traité révisé, des institutions marquantes.....	207
b. Des textes permettant le commerce	209
2. La construction juridique manquante	211
a.La réforme et l'unification des codes de procédure civile des Etats parties	212
b. Le droit des obligations	212
c. La circulation des Actes authentiques, des décisions de justice et des sentences arbitrales.....	213
d. La protection des salariés	213
3. Le futur immédiat	213
a. La révision de deux Actes uniformes.....	213
b. La réflexion sur la faisabilité et la pertinence de l'introduction de nouvelles matières juridiques.....	214
c. Le rôle accru des banques.....	214
4. Le futur	215
Annexes.....	217